

CONDITIONS & TARIFS

DES OPÉRATIONS & SERVICES BANCAIRES

Au 1er janvier 2024

Entreprises | Économie sociale & institutionnels | Logement social & économie mixte Collectivités & institutionnels locaux | Immobilier professionnel



La majorité des commissions de cette brochure est exonérée de TVA. Cependant, conformément aux règles applicables aux établissements bancaires en matière de TVA, certaines opérations restent taxables de plein droit.

Les prix sont exprimés hors taxes. Les commissions et tarifs lorsqu'ils sont soumis à la TVA sont exprimés en euros TTC au taux normal en vigueur en France et sont signalés par le sigle ...

Pour les termes qui font l'objet de cet icône « 🍄 » il s'agit d'un tarif réglementé, conformément à la loi.

Ce document vous indique les conditions et tarifs des opérations et services bancaires appliqués à la clientèle des Entreprises, de l'Économie sociale & Institutionnels, du Secteur public, du Logement social & Économie mixte, et de l'Immobilier professionnel, en vigueur au 01/01/2024.

Retrouvez l'ensemble de nos conditions tarifaires sur le site Internet : www.caisse-epargne.fr⁽¹⁾

SOMMAIRE

BANQUE AU QUOTIDIEN	LES PLACEMENTS
1.1. Compte courant	3.1. Épargne bancaire
1.2. Banque à distance	3.3. Comptes titres29
informatisées 1.3. Centralisation des11 recettes	DES EXPERTS À VOTRE SERVICE
1.4. Centralisation de11 trésorerie	4.1. Ingénierie sociale
1.5. Télécollecte de chèques	4.3. Ingénierie immobilière
1.7. Dates de valeur18 (jours ouvrés)	4.6. Banquier du dirigeant33
1.8. Instruments de paiements18	LE COMMERCE INTERNATIONAL
en ligne /E-commerce 1.10. Solutions d'encaissement 22 en proximité 1.11. Service extra bancaire 22	5.1. Tenue de compte
2 LES FINANCEMENTS	5.4. Garanties internationales 38 5.5. Financements à l'international 38
2.1. Cycle d'exploitation	5.6. Opérations de change38 5.7. Frais annexes39
2.3. Financement des	5.8. Autres services39
2.4. Autres services liés 26 aux crédits	
2.5. Financement des	
2.6. Couverture de taux 27	

6 IRRÉ	ÉGULARITÉS ET INCIDENTS FONCTIONNEMENT	i
6.1.	Frais de lettred'information préalable	40
6.2.	Commission d'intervention	40
	Forfait de frais par chèque rejeté	
	Forfait de frais parprélèvement/virement SEPA rejeté	A
6.5.	Autres incidents	41
6.6.	Oppositions	41
7 PRO	CÉDURES DE SAUVEGARDE EDRESSEMENT JUDICIAIRE	
ETR	EDRESSEMENT JUDICIAIRE	
8 LEXI		
8 LEXI	IQUE	42
8 LEXI	IQUE	42
8 LEXI	IQUE NUMÉROS LES	42
8 LEXI	IQUE NUMÉROS LES	42



> 1.1. COMPTE COURANT ET SERVICES ASSOCIÉS

TENUE DE COMPTE

BON À SAVOIR:

Commission de mouvement : elle est calculée sur les opérations passées au débit du compte courant sur le trimestre. Ne sont pas pris en compte les montants débiteurs générés par la Caisse d'Epargne (remboursement d'emprunt, agios...) ainsi que les virements internes de compte à compte.

	Frais	de	tenue	de	compte	en	euros
--	-------	----	-------	----	--------	----	-------

The state of the s	
ents Entreprises & Immobilier Professionnel	89,00 €/trimestre
ents Économie Sociale et Institutionnels	45,00 €/trimestre
ents Logement Social et Économie Mixte	72,00 €/trimestre
rfait Grands Comptes ⁽¹⁾	Nous consulter
ais de tenue et de gestion de compte inactif ⁽²⁾	30,00 €/an
ompte inactif au sens de l'article L. 312-19 du code	dans la limite du solde
onétaire et financier)	créditeur du compte 🥸
nunóration do compto	Nous consultar(3)

Rémunération de compte Nous consulter

■ Commission de mouvement sur les mouvements débiteurs

- Clients Entreprises, Immobilier Professionnel, Logement	0,25 % maximum
Social et Économie Mixte	

Service Digital Box Gratuit (4) Service mettant à disposition les documents relatifs à vos produits bancaires au format numérique, de manière sécurisée dans l'espace de banque à distance (Clients détenteurs de CE net Comptes ou CE net Remises ou CE net EDI)

■ Relevés de compte selon périodicité et format (frais par trimestre)

	Format électronique ⁽⁵⁾	Format papier
Relevés mensuels	Gratuit 🕰	Gratuit 🍄
Relevés décadaires	3,00 €/trimestre	9,10 €/trimestre
Relevés hebdomadaires	5,05 €/trimestre	13,10 €/trimestre
Relevés journaliers	29,30 €/ trimestre	63,60 €/trimestre

Autres prestations

- Frais d'ouverture de compte courant	Gratuit
- Frais de clôture de compte courant	
- Édition d'un relevé de compte au guichet	4,05 €/édition
- Édition d'un relevé de coordonnées bancaires (BIC/IBAN)	Gratuit

⁽¹⁾ Tarification négociée pour les structures / groupes répondant à des critères de volumes d'activité et de chiffres d'affaires. Consultez votre chargé d'affaires pour plus de précisions.

⁽²⁾ Dans la limite du solde créditeur du compte. Le montant des frais et commissions de toute nature prélevés annuellement sur un compte inactif est plafonné par arrêté ministériel.

⁽³⁾ Sous condition d'acceptation. Le taux de rémunération sera convenu sous la forme d'un taux nominal brut annuel; les intérêts générés peuvent être soumis à fiscalité

⁽⁴⁾ Hors coût du fournisseur d'accès Internet.

⁽⁵⁾ Sous réserve de la souscription du service "Digital Box".

- Duplicata envoyé par courrier (1)	4,50 €/relevé
- Frais de recherche de document	18,50 €/unité
- Récapitulatif annuel de frais	Gratuit
- Information annuelle aux commissaires aux comptes :	
- Clients Entreprises, Immobilier Professionnel, Logement	144,00 €/demande ™
Social et Économie Mixte	
- Clients Économie Sociale et Institutionnels	102,00 €/demande ™
Frais d'actualisation du dossier administratif, juridique et comptable	



BON À SAVOIR:

Frais d'actualisation du dossier administratif, juridique et comptable : commission annuelle rémunérant l'actualisation du dossier client. Elle rémunère l'actualisation administrative et informatique de votre dossier.

	01.		
-	Clients	Entre	prises

- Chiffres d'affaires inférieur ou égal à 5 M€	208,33 €/an
- Chiffres d'affaires compris entre 15 et 50 M€	750,00 €/an
- Chiffres d'affaires supérieur ou égal à 50 M€	1041,67 €/an

- Clients Économie Sociale et Institutionnels
- Immobilier Professionnel

OFFRES GROUPÉES DE SERVICES

SERVICES BANCAIRES DE BASE Gratuit 49

Services bancaires définis à l'article D. 312-5-1 du code monétaire et financier, offerts dans le cadre du droit au compte. Conditions d'accès définies dans le cadre de l'article L. 312-1 du code monétaire et financier

- L'ouverture, la tenue et la clôture du compte.
- Un changement d'adresse par an.
- La délivrance à la demande de relevés d'identité bancaire.
- La domiciliation de virements bancaires.
- La fourniture mensuelle d'un relevé des opérations effectuées sur le compte.
- La réalisation des opérations de caisse.
- L'encaissement de chèques et de virements bancaires.
- Les dépôts et les retraits d'espèces au guichet ou aux distributeurs automatiques de l'organisme teneur de compte.
- Les paiements par prélèvement SEPA, titre interbancaire de paiement SEPA ou virement bancaire SEPA⁽³⁾, ce dernier pouvant être réalisé aux guichets ou à distance.
- Des moyens de consultation à distance du solde du compte.
- (1) Évolution tarifaire selon tarif postal.
- (2) Sous réserve de commercialisation.
- (3) Hors virement instantané.

- Une carte de paiement permettant notamment le paiement d'opération sur Internet et le retraits d'espèces dans l'Union européenne dont chaque utilisation est autorisée par l'établissement de crédit qui l'a émise.
- Deux formules de chèques de banque par mois ou moyens de paiement équivalents offrant les mêmes services

> 1.2. BANQUE À DISTANCE & ÉCHANGES DE DONNÉES INFORMATISÉES(1) BANQUE EN LIGNE

BON À SAVOIR:

Solution moderne, sécurisée et facile d'utilisation, l'offre de Banque à Distance Caisse d'Epargne permet de consulter et gérer les opérations bancaires simples au quotidien^[2].

- Vous accédez aux principales informations relatives à vos comptes et aux produits et services détenus,
- Vous réalisez en quelques clics vos opérations bancaires,
- Vous habilitez certains de vos collaborateurs à l'utilisation de l'espace et définissez pour chacun d'eux, les droits d'utilisation dont ils disposent.
- Vous bénéficiez de moyens d'authentification renforcés pour réaliser certaines opérations. L'espace de banque à distance est accessible depuis le portail www.caisse-epargne.fr et depuis l'application mobile et disponible 7 jours sur 7 et 24 h sur 24.

■ CE net Comptes

- Abonnement à des services de banque à distance permettant de consulter vos comptes sur Internet (hors forfait/offre groupée de services)

- Option groupes

- CE net Secteur Public
 - Abonnement Gratuit
- Direct Ecureuil Secteur Public
 - Abonnement Gratuit
- Webprotexion (avec Sol Pro SMS)
 - Abonnement Gratuit

BON À SAVOIR:

Service de Banque à Distance sur Internet pour les Mandataires Judiciaires à la Protection des personnes.

(1) Hors coût fournisseur d'accès Internet.

(2) La gestion des comptes en ligne ne recouvre pas le marché Secteur Public (à l'exception des conventions de compte à destination des régies de recettes).

■ PulCFo Connect

BON À SAVOIR:

PulCEo Connect permet l'agrégation de comptes ainsi que la gestion de trésorerie multi-comptes, à travers le service d'initiation de virements (sous réserve de disponibilité). PulCEo Connect est un service accessible par internet. Il fonctionne sans EDI et donc sans abonnement EBICS.

BON À SAVOIR:

Caisse d'Epargne met à votre disposition la saisie en ligne et la transmission de fichier sur notre solution Internet CE net Remises mais également la récupération des comptes-rendus de traitement, des relevés de modifications de coordonnées bancaires, des relevés de comptes, des relevés de mobilité bancaire et des impayés et la gestion des habilitations des utilisateurs. Cette solution inclut les fonctionnalités du service CE net Comptes.

■ CE net Remises(1)

- Frais de mise en place du service......à partir de 50,00 € ™

- Abonnement

 - Clients Économie Sociale et Institutionnels, Logement social et Économie mixte
 29,50 €/mois
- Option groupes

et Économie mixte

- Clients Secteur Public Nous consulter

 Nous consulter

ÉCHANGE DE DONNÉES INFORMATISÉES AVEC LA BANQUE

BON À SAVOIR:

PulCEo est une gamme de solutions multi-bancaires en ligne pour la consultation de comptes ainsi que la gestion de trésorerie et d'opérations bancaires. L'offre PulCEo implique un abonnement CE net EDI (EBICS).

BON À SAVOIR:

Souscription à la carte de services de gestion de compte et d'échanges de données informatisées. À l'aide d'un logiciel de gestion installé sur votre ordinateur, vous pouvez par une connexion EBICS ou SWIFT mise en place par la Caisse d'Epargne, télétransmettre vos fichiers de virements, prélèvements, LCR.

■CE net EDI	_
- Frais de mise en place du service	à partir de 50,00€ 🍱
- Abonnement ⁽¹⁾	55,00 €/mois
- Option EBICS T (confirmation via CE net)	Gratuit
- Option EBICS TS (confirmation par certificat électronique)	Gratuit
- Option groupes	
Clients Entreprises et Immobilier Professionnel	5,00 €/entreprise/mois
Clients Économie Sociale et Institutionnels, Logement social	4,00 €/structure/mois
et Économie mixte	
Clients Secteur Public	Nous consulter
■ Autres protocoles de communication (SwiftNet, FIN, FileAct, Pe Sit)	Nous consulter
• Autres prestations :	NI Is
- Relevés d'opérations (virements reçus, prélèvements reçus) par compte .	Nous consulter
- Relevés :	F 00 C/2 to /
- Le relevé intraday (format camt052 ou MT942)	5,00 €/compte/mois
- Le relevé de frais (format camt86) ⁽²⁾	
- Format CFONB, xml, PDFI - Format MT940	
- Format M1940 - Frais de modification sur l'abonnement	
- Frais de Modification sur l'abonifiement	12,00 €/acte
- Frais de mise en place du service	Nous consultarTVA
- Frais de Mise en place du service - Abonnement PulCEo incluant deux banques	
- Options complémentaires :	Nous consulter TVA
- Gestion du risque commercial	Nous consulter
·	
- Banque supplémentaire	
- Durée d'historique étendue	
- Comptes supplémentaires	
- PulCEo mobile élargi	
- Service Sepamail Diamond	
- Service E-facturation ⁽²⁾	
- Signature électronique des mandats de prélèvement SEPA ⁽²⁾	
- Gestion de la trésorerie avancée (rapprochement automatique des écrit	ures prévisionnelles,
propositions d'équilibrages des soldes des comptes) ⁽²⁾	
- Frais de modification sur l'abonnement	
- Frais de mise en place du service	
- Abonnement PULCEO incluant deux banques	Nous consulter
- Option par banque supplémentaire	Nous consulter W
- Options complémentaires (durée d'historique étendue, comptes	Nous consulter 144
supplémentaire, PULCEO mobile élargi, service Diamond,)	Nous consulter
 Ouverture de compte de cantonnement et de compte de règlement	Nous consulter
(Office reservee aux clients civices, EP(3), EE(3))	

⁽¹⁾ L'abonnement intègre les sens aller Client/Banque (transmission de tout type de virement, de prélèvement, et de LCR/BOR) et retour Banque/Client (réception de relevés de comptes, d'impayés et d'opérations).

ue configes, o l'injeque et o uperatoris).

[2] Sous réserve de commercialisation.

[3] EME: Etablissement de Monaie Electronique tel que défini aux articles L526-30 et L526-32 du Code Monétaire et Financier.

[4] EP: Etablissement de Paiement tel que défini à l'article L522-17 du Code Monétaire et Financier.

[5] EE: Etablissement exempté d'agrément tel que défini aux articles L521-3, L521-5 et L525-6 du Code Monétaire et Financier.

SÉCURISATION DES OPÉRATIONS EN LIGNE



BON À SAVOIR:

Les solutions de sécurisation garantissent votre identité lors de la réalisation d'opérations sur Internet et facilitent vos échanges dématérialisés au quotidien. Elles permettent notamment de sécuriser vos opérations sur les différents canaux de banque à distance Caisse d'Epargne (EBICS, CE net) en apportant une authentification forte et/ou en apposant une signature électronique.

- Certificat électronique Certiceo : référencé RGS 2 étoiles⁽¹⁾, ce certificat est accepté par la plupart des établissements bancaires français et est également reconnu pour les télé-procédures administratives.
- Lecteur de carte CAP associé à la carte d'authentification Secur@ccès : solution déconnectée ne nécessitant aucune installation sur votre poste informatique.
- Secur'Pass est une solution d'authentification forte pour sécuriser vos opérations en ligne depuis votre application mobile^[2].

■ Sécurisation des opérations en ligne par SMS	
Secur'Pass ⁽²⁾	Gratuit
Certificat électronique Certiceo	242.22 C TVA
- Abonnement Certiceo certificat électronique (valable 3 ans)	21b,00 € 145
- Abonnement Certiceo certificat électronique multiple	
■ Certificat 3 Skey	Nous consulter 🔼
■ Certificat dans le Cloud ⁽³⁾	
■ Authentification forte par clé FIDO 2 ⁽³⁾	Nous consulter 🌃
■ Authentification secur@ccès et lecteur CAP	
- Lecteur CAP (conditions d'accès protégées)	7,00€ 💯
- Carte secur@ccès	
- Frais d'opposition de la carte secur@ccès par la banque	Gratuit
- Frais de refabrication carte secur@ccès ⁽⁴⁾	12,00 € 🔽
- Frais de demande de réédition de code confidentiel	9,00 € TVA
- Clients mandataires judiciaires à la protection des personnes,	Nous consulter
détenteurs de WEBPROTEXION	

> 1.3. CENTRALISATION DES RECETTES

DÉFINITION:

Integral Cash Recette vous permet de centraliser automatiquement les recettes de vos établissements implantés sur l'ensemble du territoire en un point unique. Cette offre vous dispense d'ouvrir des comptes bancaires dans les autres Caisses d'Epargne et vous permet d'identifier l'origine des dépôts, grâce à une référence que vous aurez vous-même choisie pour chaque établissement remettant.

⁽¹⁾ RGS : le Référentiel Général de Sécurité est le cadre réglementaire permettant d'instaurer la confiance dans les échanges au sein de l'administration et avec les citoyens.

⁽²⁾ Sous réserve d'éligibilité.

⁽³⁾ Sous réserve de commercialisation

⁽⁴⁾ Frais en cas de remplacement (suite à une perte ou une destruction) ou d'ajout.

> 1.4. CENTRALISATION DE TRÉSORERIE

INTEGRAL CASH POOLING Nous consulter TVA

DÉFINITION ·

- Integral Cash Pooling Physique : vous permet de centraliser votre trésorerie, à partir des comptes ouverts dans différentes Caisses d'Epargne, avec des mouvements de fonds sur un compte unique et, ainsi, d'optimiser sa rentabilité.
- Integral Cash Pooling Notionnel: vous permet de réduire vos frais financiers par le biais d'une échelle d'intérêts fusionnée réalisée sur l'ensemble des comptes de votre Groupe ouverts dans différentes Caisses d'Epargne, sans transfert effectif de fonds.

CASH POOLING GROUPE(1) Nous consulter TVA

DÉFINITION ·

• Cash Pooling Groupe: vous permet de centraliser votre trésorerie, à partir des comptes ouverts dans différents établissements du Groupe BPCE, avec des mouvements de fonds sur un compte unique et, ainsi, d'optimiser sa rentabilité.

> 1.5. TÉLÉCOLLECTE DE CHÈQUES

DEFINITION

La Télétransmission de Lignes Magnétiques Chèques (TLMC) permet d'automatiser l'encaissement des chèques tout en simplifiant les remises en banque par l'envoi des fichiers d'images-chèques via la solution EDI du client (CE net Remises, EDI, EBICS, SWIFT, etc. format CFONB) en complément des remises physiques.

CHPR Nous consulter

DÉFINITION

La télécollecte CHPR (Check Protocol) permet d'automatiser l'encaissement des chèques tout en simplifiant les remises en banque par l'envoi des fichiers d'images-chèques via L'éditeur-lecteur de chèques (couplé au TPE) en complément des remises physiques.

> 1.6. OPÉRATIONS DE PAIEMENT ET D'ENCAISSEMENT

BON À SAVOIR : JOUR OUVRÉ ET JOUR OUVRABLE

J = jour étant obligatoirement un jour ouvré bancaire indiqué dans le fichier et correspondant à la date d'exécution pour les opérations de virement SEPA et à la date d'échéance souhaitée pour les opérations de prélèvements.

Jour ouvré bancaire : jour d'ouverture des systèmes d'échanges interbancaires. Toutefois, si le moment de réception de la remise sur la plate-forme EDI, la date d'exécution ou la date d'échéance n'est pas un jour ouvrable, ou si l'heure limite telle que définie par la Caisse d'Epargne est dépassée, la remise est réputée avoir été reçue le jour ouvrable suivant lexcepté pour les virements de trésoreriel.

Jour ouvrable : jour où la Caisse d'Epargne ou la banque du bénéficiaire exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement. Du lundi au vendredi ou, pour les opérations réalisées au guichet ou nécessitant une confirmation manuelle, les jours d'ouverture de l'agence, sous réserve des jours de fermeture des systèmes interbancaires permettant le règlement des opérations de paiement.

DÉFINITION: les virements

- Virements euros de compte à compte : transferts de fonds entre 2 comptes ouverts au nom de la même personne morale dans la Caisse d'Epargne.
- Virements SEPA: transferts de fonds en euros entre deux comptes bancaires situés dans l'espace SEPA
 ou entre un compte situé en France et un compte situé dans les COM. Le délai de traitement est de 1 jour
 entre le moment de réception de l'ordre et le crédit sur le compte de la banque du bénéficiaire
- Virements SEPA Jour : virements SEPA dont la date d'exécution, le moment de réception de la remise en Caisse d'Epargne et la date d'échange vers la banque destinataire sont effectués le même jour J.
- Virements SEPA accéléré : virement SEPA échangé dans l'heure suivant la réception de la remise, disponible du lundi au samedi sur une plage horaire limitée.
- Virements SEPA instantané: virement SEPA disponible sans interruption 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et tous les jours de l'année.
- Virements euros tiers urgent UE: transferts de fonds en euros vers une banque de l'Union européenne, le jour de la réception de l'ordre sous conditions du respect de l'heure limite définie par la Caisse d'Epargne.
- Virements de trésorerie euros UE: tout virement d'équilibrage en France et en euros en faveur du Client ou d'une filiale adhérente et résidente en France ou dans l'Union européenne, au débit des comptes tenus dans les livres de la banque et au crédit des comptes intra-groupe prédéterminés, échangé en J (J= jour d'exécution demandé).
- Le moment de réception correspond au jour ouvrable de réception par la Caisse d'Epargne de l'ensemble des éléments suivants : fichier d'ordres correct, provision en compte, date exécution souhaitée, et confirmation de l'ordre par signature électronique ou à défaut de la télécopie de confirmation de l'ordre.
- La date d'exécution souhaitée correspond à la date de traitement de l'ordre par la banque souhaitée par le donneur d'ordre, sous condition que cette date corresponde à un jour ouvrable.

DÉFINITION: les prélèvements SEPA

- Le prélèvement SEPA est un prélèvement en euros initié par le créancier sur la base de l'autorisation préalable du débiteur formalisée par un mandat. Les comptes du créancier et du débiteur sont tenus dans des banques situées dans la zone SEPA. Il peut donc être effectué en France ou de façon transfrontalière entre la France et un pays de la zone SEPA. Le prélèvement SEPA peut être ponctuel ou récurrent. Le prélèvement SEPA s'appuie sur un formulaire unique de mandat, mis à disposition par le créancier et complété et signé par le débiteur, contenant un double mandat : l'un donné au créancier de présenter des demandes de prélèvements sur le compte désigné du débiteur, le second donné à la banque du débiteur l'autorisant à débiter ledit compte.
- Le prélèvement SEPA Interentreprises ou B2B est réservé aux entreprises, associations et professionnels souhaitant régler leurs transactions selon des conditions spécifiques. Le débiteur du créancier signe un mandat de prélèvement SEPA interentreprises qu'il doit obligatoirement faire enregistrer auprès de sa banque. À réception du premier prélèvement SEPA B2B, la banque du débiteur s'assure du consentement de son client ainsi que de la validité du mandat. À réception des prélèvements suivants, elle vérifie la cohérence des données du mandat avec les données enregistrées et avec les données de l'opération reçues de la banque du créancier.

OPÉRATIONS DE PAIEMENT

- Chèques
- Retraits d'espèces au guichet
- Retraits d'espèces par carte en euros
- Frais par retrait d'espèces (cas de retrait en euro dans la zone euro à un distributeur automatique de billets (DAB) d'un autre établissement)

	DAB	Guichet
Dans un établissement du réseau Caisse d'Epargne	Gratuit 🤷	Gratuit 🍄
Dans un autre établissement	Gratuit	Gratuit

■ Retraits d'espèces en devises⁽¹⁾

	DAB	Guichet	ĺ
Commission fixe par acte	3,25 €	6,25 €	ı
Commission proportionnelle	2,90 %	2,90 %	Ì

- Paiements par carte
- En devises ou en euros hors zone euro⁽²⁾:

⁽¹⁾ Les retraits réalisés en euro au Kosovo et au Monténégro sont considérés comme étant des opérations en devises et sont donc soumis aux frais s'y référant. Aucune commission de retrait n'est prélevée pour les transactions réalisées dans les pays (Suède et Roumanie) dont la monnaie est la Couronne Suédoise et le LEU Roumain.

⁽²⁾ Les paiements réalisés en euro au Kosovo et au Monténégro sont considérés comme étant des opérations en devise et sont donc soumis aux frais s'y référant. Aucune commission de paiement n'est prélevée pour les transactions réaliséee dans les pays (Suède et Roumanie) dont la monnaie est la Couronne Suédoise et le LEU Roumain. Les paiements par carte sur des sites Internet domiciliés à l'étranger (hors zone euro) sont également considérés comme étant des opérations en devises et sont donc soumis aux frais s'y référant.

■ Virements

	Centre d'Affaires/ Télephone	Banque à distance (via CE Net Comptes ou CE Net Remises)	Télétransmission (via CE Net EDI)
Virement de compte à compte (occasionnel ou permanent) ⁽¹⁾	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Virement SEPA occasionnel	8,00€	0,21 €	0,21 €
Virement SEPA occasionnel instantané (Instant payment) - Jusqu'à 5 000 € - De 5 001 € à 30 000 € - De 30 001 € à 100 000 €	Pix d'un virement occasionnel (8€/virement) + 1,00 €/virement + 3,00 €/virement + 10,00 €/virement	1,00 €/virement 3,00 €/virement 10,00 €/virement	-
Virement SEPA jour	-	0,45 €(2)	0,45€
Virement SEPA Tutelle		Gratuit ⁽³⁾	
Virement SEPA accéléré	-	0,50 €(2)	0,50€
Virement urgent (demande avant 16h, effectué dans l'heure)	-	8,50 €(2)	8,50 €
Virement SEPA permanent vers une autre banque : -Mise en place -Par virement -Modification / suppression	7,50 € 1,50 € 7,50 €	Gratuit 0,21€ Gratuit	-
Virement de trésorerie France et Union Européenne	25,00 €	7,50 €(2)	7,50 €
Remise de virements : -Confirmée par signature électronique -Confirmée par fax ou mail	-	Gratuit 25,00 € ⁽²⁾	Gratuit 25,00 €
Frais d'ajout, de modification et de suppression de RIB externe réalisé en agence	25,00€	-	-
Réception de MT101 en provenance de banques tierces	-	-	Nous consulter
Demande de retour de fonds sur virement unitaire émis à tort après l'émission (sous réserve de l'accord de la banque destinataire)	20,00 €	20,00€	20,00€

⁽¹⁾ Comptes d'un même titulaire (même SIREN) à la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes. (2) Opération possible avec CE net Remises. (3) Gratuit avec Webprotexion. (4) Sous réserve de disponibilité.

■ Prélèvements SEPA/TIP SEPA reçus	
- Frais pour paiement d'un prélèvement SEPA CORE ou SEPA interentreprise	(B2B) Gratuit
- Frais de mise en place, modification, annulation d'un consentement	
sur mandat de prélèvement SEPA interentreprises (B2B) :	
- Centre d'Affaires/Téléphone	
- Banque à distance via CE net	Gratuit
- Contestation/Opposition sur prélèvement reçu	
- Opposition sur un ou plusieurs prélèvements avant la	
date d'échéance (à la charge du débiteur)	12,00 €/prélèvement
- Frais de recherche de preuve à la demande du débiteur pour contestation	
sur prélèvement après la date d'échéance, s'avérant non	
justifiée (à la charge du débiteur)	20,00 €/opération
- Effet de commerce	
- Frais pour paiement d'un effet émis par le client	Gratuit
- Frais pour rejet d'effet pour motif technique	
- Frais pour rejet d'effet pour autre motif ou contestation de créance	
- Frais pour bon à payer manuel	21,00 €/opération
OPÉRATIONS D'ENCAISSEMENT	
OPÉRATIONS D'ENCAISSEMENT ■ Remises d'espèces en agence	Gratuit
■Remises d'espèces en agence	Gratuit
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence	
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence	
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence	ıs consulter (sur devis)
■ Remises d'espèces en agence	ıs consulter (sur devis)
■ Remises d'espèces en agence	ıs consulter (sur devis)
■ Remises d'espèces en agence	ıs consulter (sur devis)GratuitGratuit
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	ıs consulter (sur devis)GratuitGratuit
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	ıs consulter (sur devis)GratuitGratuit
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	us consulter (sur devis)GratuitGratuitGratuit
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	us consulter (sur devis)GratuitGratuitGratuit42,00 €/opération
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	us consulter (sur devis)
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	us consulter (sur devis)
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit
■ Remises d'espèces en agence ■ Remise d'espèces hors agence - Service de ramassage des fonds	Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit Gratuit 120,00 €/fichier SEPA 12,00 €

■ Prélèvements télétransmis ⁽¹⁾	
- Frais par prélèvement SEPA CORE télétransmis	0,40 €/opération
- Frais par prélèvement SEPA interentreprises (B2B) télétransmis	
- Frais sur remise de prélèvements confirmée par signature électronique	Gratuit
- Frais sur remise de prélèvements télétransmis confirmée par fax ou par mail	25,00 €/remise
■ Interventions et demandes particulières	
Prélèvements - frais à la charge du créancier :	
- Frais par prélèvement SEPA CORE et interentreprises (B2B) revenu impayé	
- Reversement émis à la demande du créancier suite à l'émission	12,00 €/prélèvement
à tort de prélèvement(s) SEPA	maximum 500,00 €
- Frais sur recherche de preuve auprès du créancier pour contestatione	20,00 €/opération
sur opération de prélèvement après la date d'échéance, s'avérant justifié	
■ Effets de commerce	
- Support papier	
Frais par remise	
Frais par effet	6,00 €/effet
- Télétransmis	
Frais par remise	
Remise d'effets confirmée par fax ou mail	
Remise d'effets confirmée par signature électronique	
• Frais par effet	0,45€/effet
- Autres	
Acceptation, modification, prorogation	
Réclamation	
Effet remis à l'encaissement revenu impayé	
Changement de domiciliation	
Frais pour remboursement anticipé de billet financier	
Autres opérations	18,00€

⁽¹⁾ Dès lors que le début du prélèvement est intervenu, le débiteur n'a plus la possibilité de demander le remboursement du prélèvement pour lequel il a donné son consentement.

AU QUOTIDIEN

> 1.7. DATES DE VALEUR (JOURS OUVRÉS)

La date de valeur est la date de référence qui sert au calcul des intérêts créditeurs ou débiteurs (agios).

	Crédit	Débit
Espèces	J	J
Chèques compensables en France ⁽¹⁾ Soumis à délai d'encaissement et d'indisponibilité (voir conditions générales de la convention de compte courant)	J + 1 ⁽¹⁾	J
Virements	J	J
Prélèvements	J	J
Paiement par carte bancaire	J	J
Effets de commerce	Encaissement : échéance J + 4 ⁽²⁾⁽³⁾ Escompte : J+1 ⁽²⁾	J + 2 ⁽²⁾

> 1.8. INSTRUMENTS DE PAIEMENTS

CHEQUES	
---------	--

■Délivrance de chéquier en agence/centre d'attaires	Gratuit 👺
■ Frais de renouvellement automatique de chéquier	Gratuit
■ Carnet de remises de chèques (hors prestation particulières)	Gratuit
■ Frais d'envoi ⁽⁴⁾ de chéquier ou de carnet de remises de chèques	
- Envoi par courrier simple	2,45 €/envoi
- Envoi par recommandé avec A/R	8,00 €/envoi
■ Frais de destruction d'un chéquier non retiré dans les 2 mois	8,20 €/destruction
suivant la mise à disposition en agence	

⁽¹⁾ Jour ouvré selon les critères de la Banque de France : du lundi au vendredi même si l'agence est ouverte le samedi (sauf exception pour les chèques remis le vendredi et crédités le samedi selon le fonctionnement des Centres de Traitement des Chèques). Soumis à délai d'encaissement ou d'indisponibilité (voir conditions générales de la convention de compte-courant).

⁽²⁾ Un jour calendaire désigne tout jour du calendrier de l'année civile, y compris les jours fériés et chômés, allant du 1er janvier jusqu'au 31 décembre (3) Sous réserve du dépôt de l'effet à J-6 jours ouvrés avant sa date d'échéance.

⁽⁴⁾ Évolution tarifaire selon tarif postal.

CARTES



BON À SAVOIR : Particulièrement adaptée aux besoins spécifiques de chaque marché, notre gamme de cartes bancaires répond à l'ensemble de vos besoins pour vos paiements au quotidien.

■ Cotisations cartes - Carte Visa Business à débit immédiat ou différé - Carte Visa Gold Business à débit immédiat ou différé - Carte Visa Platinum à débit différé - Carte de retrait Associatis (carte de retrait aux distributeurs du réseau	151,00 €/an 246,00 €/an
Caisse d'Épargne réservée à notre clientèle Économie Sociale) - Carte Visa Business à contrôle de solde systématique (souscriptionuniquement dans le cadre de l'offre « services bancaires de base ») Opérations diverses - Refabrication de carte avant échéance (suite à détérioration, perte,	Gratuit
vol/usage frauduleux, modification d'état civil) - Réédition, réactivation de code confidentiel - Mise en place d'un plafond temporaire retrait espèces ou paiement ⁽¹⁾	10,00 €/ opération
- Frais d'envoi ⁽²⁾ de carte bancaire par courrier simple - Frais d'envoi ⁽²⁾ de carte bancaire en recommandé avec AR - Frais d'envoi ⁽²⁾ de carte et/ou de code confidentiel en tarif express - Frais de destruction de carte en cas de non retrait dans les 2 mois	

CARTE ACHAT PUBLIC (service réservé à notre clientèle du Secteur Public)



BON À SAVOIR:

L'offre de services Carte Achat Public est une solution globale permettant d'optimiser et rationaliser le règlement des commandes publiques par l'utilisation de cartes bancaires. L'offre respecte les règles de la comptabilité publique.

Ouverture de dossier Carte Achat Public	Nous consulter
■ Cotisations mensuelles au forfait	
- Cotisation 1 carte	39,00 €/mois
- Cotisation cartes supplémentaires	10,00 €/mois/
	carte
■ Commission sur flux (applicable au montant des transactions réalisées par carte)	Nous consulter
 Autres prestations 	Nous consulter

⁽¹⁾ Sous réserve d'acceptation de la mise en place du plafond par votre Caisse d'Epargne. (2) Évolution tarifaire selon tarif postal.

CARTE CORPORATE

	■ Services de base
30,00 €/mois TVA	- Cotisation Solution Carte Corporate
5,00 €/mois	- Cotisation Carte Visa Corporate débit compte
	entreprise ou collaborateur
12,00 €/mois	- Cotisation Carte Visa Gold Corporate débit compte
	entreprise ou collaborateur
_	Services optionnels
180,00 €/mois ™	- Option absence de solidarité de l'entreprise
Gratuit	- Débit différé standard
Nous consulter	- Imputation des opérations en surdifféré
Nous consulter	Services tarifés à l'acte (1)

BON À SAVOIR:

L'offre de services Carte Corporate optimise la gestion des frais professionnels des entreprises et entités publiques comme privées, et ceux des collaborateurs de manière simple et efficace.

> 1.9. SOLUTIONS D'ENCAISSEMENT EN LIGNE / E-COMMERCE

SP PLUS ET JEPAIEELIGNE



BON À SAVOIR:

SP Plus est une gamme de solutions simples et sur-mesure pour développer vos encaissements sécurisés en ligne, en toute confiance.

■Frais de mise en service	
- SP Plus	180,00 € TVA
- JePaieEnLigne	180.00 € TVA
- JePaieEnLigne Express ⁽²⁾	60,00 € TVA
■ Abonnement mensuel	
- SP Plus	24,00 € TVA
- JePaieFnl igne	24,00 € TVA
JePaieEnLigne Express	6,00 € TVA

⁽¹⁾ Services non soumis à TVA à l'exception du service de recherche documentaire.

⁽²⁾ Sous réserve d'être titulaire d'un contrat d'acceptation VADS.

■ Frais liés aux transactions	_
- SP Plus	0,18 €/transaction 🍱
- JePaieEnLigne	0,18 €/transaction 🍱
- JePaieEnLigne Express	0,156 €/transaction TVA
- Commission monétique sur paiement	Nous consulter
- Frais de traitement sur impayés cartes bancaires	
■ Options SP Plus, JePaieEnLigne, JePaieEnLigne Express (1)(2)	Nous consulter
PAYPLUG ⁽³⁾	Nous consulter
BON À SAVOIR : Développez votre activité sur Internet avec Payplug. Une solution simplifiée parte en ligne de vos clients. Un service de la société PayPlug Entreprise, p	
■ Option PayLater ⁽⁴⁾	Nous consulter
IZ E-COMMERCE ⁽⁵⁾	Nous consulter
BON À SAVOIR :	

BUN A SAVUIK

Développez votre activité sur Internet. Avec l'offre IZ e-commerce de Regicom, partenaire de la Caisse d'Epargne, bénéficiez des conseils de spécialistes de la création de sites internet et spécialistes de la visibilité en ligne et sur les réseaux sociaux, pour développer votre activité..

⁽¹⁾ Sous réserve d'être titulaire d'un contrat d'acceptation VADS.

⁽²⁾ Certaines prestations peuvent être soumises à TVA et d'autres non.

⁽³⁾ PayPlug Entreprise, société par actions simplifiées unipersonnelle au capital de 32 425 914,10 €, et immatriculée au Registre du Commerce de Paris sous le numéro RCS 443 222 682. Siège social : 110 avenue de France, 75013 PARIS. Etablissement de paiement agréé en France par l'ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 09

⁽⁴⁾ Le paiement garanti en 3 ou 4 fois de Oney est disponible dans le cadre de la souscription d'une Offre Premium ou Pro de PayPlug. Le e-commerçant conclut un contrat avec Oney pour bénéficier de ce service. Oney Bank SA au capital de 51 286 585 € - Siège social : 34 avenue de Flandre 59170 Croix - RCS Lille Métropole 546 380 197 - N°ORIAS : 07 023 261 - www.orias.fr. PayPlug SAS, société par actions simplifiée au capital de 275 565,50 €, et immatriculée au Registre du Commerce de Paris sous le numéro RCS 751 658 881.

⁽⁵⁾ IZ E-Commerce, service de la société Regicom, nom commercial Regicom Webformance, SASU au capital de 5 000 000 € - RCS Nanterre n° 525 312 294 - Siège social : 36-40 Rue Raspail, 92300, LEVALLOIS PERRET, France.

AU OUOTIDIEN

> 1.10. SOLUTIONS D'ENCAISSEMENT EN PROXIMITÉ

ÉQUIPEMENT MONÉTIQUE D'ACCEPTATION

	Le	contrat	monétique	accepteur
--	----	---------	-----------	-----------

	20 contrat monotiquo accopica.
Nous consulter	- Ouverture/clôture de dossier
Nous consulter	- Taux de commission
Gratuit	- Relevé annuel des frais d'encaissement cartes (RAFEC)
Gratuit	- Relevé mensuel des frais d'encaissement cartes (RMFEC)
15,00 €/an	- Frais sur contrat inactif
Nous consulter WA	Location de terminaux de paiement électronique (TPE)
	■ Tap To Pay (l'encaissement en sans contact depuis un smartphone ou tablette.
Nous consulter	Disponible sur Google Pay et App Store)

PAIEMENT « N FOIS » AVEC ONEY(1) Nous consulter



BON À SAVOIR:

La Caisse d'Epargne vous propose une gamme complète de terminaux de paiement électroniques en location avec un service inclus de maintenance et d'assistance téléphonique. N'hésitez pas à demander conseil auprès de votre chargé de clientèle spécialisé. Les prix intègrent la fourniture du matériel, la livraison, l'installation et la maintenance de l'équipement sur le territoire français.

> 1.11. SERVICES EXTRA-BANCAIRE

■iPaidThat⁽²⁾ Nous consulter

⁽¹⁾ Paiement « N Fois », service de la société ONEY BANK, proposé par la Caisse d'Eparone, ONEY BANK, Société anonyme au capital de 51 286 585 euros, dont le siège social est à Croix (59170), 34 avenue de Flandre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 546 380 197.

⁽²⁾ Sous réserve de commercialisation. SAS IPT TECHNOLOGIE « iPaidThat », société par actions simplifiées au capital social de 2 246.82 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes, sous le numéro 829 997 451, dont le siège social est situé Avenue d'Alphasis - Espace Performance 35760 Saint Grégoire, FRANCE.

2 LES FINANCEMENTS

> 2.1. CYCLE D'EXPLOITATION

TAUX D'INTÉRÊT ET FRAIS DE DOSSIER

aux d'intérêt	■ Taux d'intérêt
rais de dossier ⁽¹⁾	■ Frais de dossier ⁽¹⁾ .
minimum 300 00 €	

DÉCOUVERT

- Découvert autorisé

- Commission de non-utilisation (calculée en appliquant un % sur le montantNous consulter non utilisé de l'autorisation de découvert, perçue à chaque arrêté trimestriel)
- Découvert non autorisé

COMMISSIONS APPLICABLES AUX DÉCOUVERTS AUTORISÉS ET NON AUTORISÉS (3)

ESCOMPTE COMMERCIAL ET ESCOMPTE DE BILLET FINANCIER⁽⁴⁾

- Commission de non utilisation applicable à la différence entre le montant deNous consulter l'autorisation d'escompte accordée et le montant de l'escompte utilisé constaté quotidiennement (payable à chaque arrêté trimestriel)

MOBILISATION DE CRÉANCES PROFESSIONNELLES (DAILLY)

BON À SAVOIR:

La loi Dailly vous permet de céder vos créances professionnelles à la Caisse d'Epargne, soit pour effectuer une opération d'escompte, soit à titre de garantie, et de bénéficier dans les meilleurs délais d'un financement adossé à vos créances commerciales.

⁽¹⁾ Les frais sont dus en cas d'annulation du contrat de prêt ou d'avenant.

⁽²⁾ Intérêts calculés sur le solde débiteur du compte courant.

⁽³⁾ Perçues sur le solde débiteur du compte courant en cas de découvert autorisé et non autorisé.

⁽⁴⁾ Intérêts de l'escompte calculés en fonction du taux d'intérêt, de la durée et du montant des effets escomptés.

LES FINANCEMENTS

 Commission d'engagement payable d'avance annuellement Frais par acte de cession Frais par créance cédée Frais par notification (avec ou sans acceptation) Frais pour incident de paiement de la créance Frais de prorogation, modification, réclamation GESTION DU POSTE CLIENTS	20,00 €/opération 17,00 €/opération 32,70€/opération 60,00 €/opération
BON À SAVOIR : financement de vos factures La Caisse d'Epargne vous propose des solutions adaptées à la gestion et à la sécurisation d ciblage de nouveaux prospects, informations sur la santé financière de vos clients, prosp en France ou à l'international, assurance contre le risque d'impayés.	
 Affacturage FACTUREA: pour assurer, financer et gérer votre poste client Flash Factures: Solution de financement en ligne de la facture Offre d'assurance-crédit TRADELINER: pour protéger vos créances client contre le risque d'impayés sur vos opérations domestiques et internationales 	Nous consulter
 Offre de renseignement commercial et recouvrement VISIONDEV : pour connaître et suivre en ligne la santé financière de vos clients et prospects 	Nous consulter
LIGNES DE TRÉSORERIE INTERACTIVES LTI (RÉSERVÉ AU SECTEUR PUBLIC	C) Nous consulter
> 2.2. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE Les frais sont calculés sur le montant de l'engagement Commission de risque payable d'avance annuellement	2.00%
	minimum 100,00€
 Frais de dossier sur acte simple : caution de marché caution deloyer, aval, avenant 	1,00% minimum 60,00€
Frais de dossier sur acte spécifique : caution fiscale caution de	
Frais de dossier sur garantie de passif	1,00%
	minimum 350,00€
> 2.3. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	
TAUX D'INTÉRÊT ET FRAIS DE MISE EN PLACE Taux d'intérêt	Nous consulter
Frais de dossier crédit (calculés sur le montant du financement) ⁽¹⁾	

NUMAIRIC

 Solution de financement en ligne réservée au Secteur Public	e/pret-collectivites
PRÊT À IMPACT (offre avec un taux d'intérêt indexé sur la performance extra-financière)	Nous consulter
OPÉRATIONS SPÉCIFIQUES ENR (ÉNERGIES RENOUVELABLES)	
FINANCEMENT TRÈS LONG TERME (offre réservée aux clients du	Nous consulter
CRÉDIT BAIL MOBILIER VA	
■ Frais de dossier	du montont du priv
H.T. du matériel avec u	
Publicité légale crédit-bail/location (greffe du tribunal de commerce)	
Cette publicité est renouvelée en cas de changement d'adresse du siège social	21,00 C
 Inscription d'un nantissement (incluant les frais légaux variant en fonction 	300 00 €
du montant de financement)	
Annulation ou modification d'assurance	60.00€
■ Mainlevée d'opposition :	
- Contrat couvert par notre assurance groupe	Gratuit
- Contrat non couvert par notre assurance groupe	
■ Gestion d'un sinistre matériel :	
- Contrat couvert par notre assurance groupe	Gratuit
- Contrat non couvert par notre assurance groupe	180,00€
■ Gestion d'un sinistre à la personne :	
- Contrat couvert par notre assurance groupe	
- Contrat non couvert par notre assurance groupe	
■ Réédition de documents (contrats, échéanciers) ⁽¹⁾	
Changement de dénomination sociale (sans changement de n° SIREN)	
Changement d'immatriculation (inclus duplicata de certificat) Patricipa de la bright de la bright de la constitución	
 Radiation de publicité ou de gage⁽²⁾ Modification de la date d'échéancement (hors intérêts intercalaires) 	
Changement de domiciliation bancaire ou frais de mise en place	
d'un avis de prélèvement ⁽³⁾	00,00 €
■ Changement de mode de règlement	
-De chèque ou virement à prélèvement	Gratuit
-De prélèvement à chèque	
-De prélèvement à virement	
■ Décompte de sortie anticipée non suivi d'effet ⁽¹⁾⁽²⁾	
■ Attestations diverses (crédit impôt recherche, taxes à l'essieu),	
autorisation de sortie du territoire ⁽²⁾	

⁽¹⁾ Gratuit pour les actes initiés sur l'Espace client. (2) Sous réserve d'acceptation de l'opération. (3) Hors frais éventuels facturés par votre établissement bancaire ou postal.

2 LES FINANCEMENTS

■ Renseignements recherchés pour un tiers (expert-comptable, commissaire aux comptes)	90,00€
 Transfert au nom d'un nouveau locataire Modification du plan de remboursement⁽¹⁾ Modification ou mainlevée de garantie⁽¹⁾ Avenant au contrat ou autorisation de sous-location (changement d'actionnariat, de gérant, d'assuré)⁽¹⁾ Frais de réaménagement amiable du plan de remboursement du contrat⁽¹⁾ 	300,00 € 300,00 € 300,00 €
Gestion des amendes, taxes diverses pour le compte du locataire	
LOCATION LONGUE DURÉE, LEASE BACK CRÉDIT BAIL IMMOBILIER, LEASE BACK	
	Nous consulter
> 2.4. AUTRES SERVICES LIÉS AUX CRÉDITS	
GARANTIES SUR PRÊTS S'ajoutent éventuellement les droits d'enregistrement, les frais d'inscription, de si et les frais dus à la radiation.	gnification
■ Frais d'acte de garantie perçus lors de la mise en place ou du renouvellement (hypothèque, nantissement de compte, nantissement de meubles incorporels, caution personne physique et morale, cession Dailly)	90,00 €/acte
■ Gage de véhicule, gage de meubles corporels sur matériel et warrants	
 Nantissement de Fonds de Commerce, nantissement d'actionsou gage de meubles corporels sur parts sociales 	
■ Frais d'hypothèque fluviale, maritime et aérienne	350,00 €/acte
■ Nantissement de valeurs donné en garantie d'un contrat de prêt : - Valeurs Caisse d'Épargne	100 00 <i>E</i> /acto
- Autres valeurs (hors parts sociales Caisse d'Épargne)	
■ Frais de relance sur justificatif de garantie non fourni	
Opérations spécifiques ENR (énergies renouvelables)	
 Convention inter-créanciers (dans le cas d'un prêt octroyé par plusieursétablissements bancaires) 	300,00€
■ Fiducie sûreté	Nous consulter
Frais de relance pour garanties non constituées	
REMBOURSEMENT ANTICIPÉ ET MAINLEVÉE DE GARANTIE	
■ Indemnité de remboursement anticipé	
■Demande de décompte de remboursement de prêt	50,00 €/acte

⁽¹⁾ Sous réserve d'acceptation de l'opération.

 Mainlevée d'hypothèque (frais réels en sus) Mainlevée de nantissement (frais réels en sus) 	100,00 €/acte
- Valeurs Caisse d'Épargne	100,00 €/acte
- Autres valeurs	
Autres mainlevées (frais réels en sus)	100,00 €/acte
AVENANTS	
■ Modification du quantième ou du compte de prélèvement ⁽¹⁾	du capital restant dû minimum 50.00 €
 Modification de taux, report d'échéance, modification d'une garantie2% ou de l'emprunteur, restructuration, réaménagement (frais réels en sus)⁽¹⁾⁽²⁾ 	
DUPLICATAS ET ATTESTATIONS	
■ Duplicata d'un contrat	26,00 €/duplicata
■ Duplicata d'un tableau d'amortissement	
■ Délivrance d'une attestation liée au crédit	
Récapitulatif des versements effectués	
■ Frais de relance échéance impayée	
ASSURANCE DES EMPRUNTEURS(3)	Nous consulter
BON À SAVOIR : L'assurance des emprunteurs permet de sécuriser votre activité en assurant vos em cette assurance lors de la mise en place du crédit, vous garantissez la prise en char capital restant dû ou des échéances en cas d'aléa de santé des emprunteurs et/ou	ge de tout ou partie du
 Délégation d'assurance décès invalidité Modification d'assurance vers organismes extérieurs 	
> 2.5. FINANCEMENT DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES	
> 2.3. FINANGEMENT DES UPERATIONS IMMUBILIERES	Nous consulter
> 2.6. COUVERTURE DE TAUX INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME	Nous consulter

⁽¹⁾ Les frais sont dus en cas d'annulation du contrat de prêt ou d'avenant.
(2) Pour tout avenant nécessitant une modification d'assurance vers organismes extérieurs, la tarification de la modification d'assurance est due en sus des frais d'avenant.

ues hals d'avenant.
(3) L'Assurance des Emprunteurs est un contrat de BPCE Vie et CNP Assurances, entreprises régies par le Code des assurances. BPCE VIE : société anonyme au capital de 161 469 776 euros - 349 004 341 RCS Paris. CNP Assurances société anonyme au capital de 686 618 477 euros entièrement libéré - 341 737 062 RCS Paris. Selon limites, conditions et exclusions prévues dans les engagements contractuels en vigueur.

3 LES PLACEMENTS





BON À SAVOIR:

Votre chargé d'affaires se tient à votre disposition pour vous aider à choisir les solutions de placement les mieux adaptées à vos besoins.

> 3.1. ÉPARGNE BANCAIRE

Nous consulter	DÉPÔT À TERME
Nous consulter 🍄	LIVRET A
Nous consulter	CSL RÉGIONAL
Nous consulter	CSL ASSOCIATIS/CSL LOGEMENT SOCIAL
	■ Frais de tenue de compte sur livret (CSL) inactif (compte inactif au sens de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier) ⁽¹⁾
Nous consulter	BONS DE CAISSE
Nous consulter	EMPRUNTS BPCE
Nous consulter	PARTS SOCIALES

> 3.2. ÉPARGNE FINANCIÈRE

OPC (ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF)



BON À SAVOIR:

Le détail et les conditions de vos placements (notamment les frais d'entrée, de sortie et de gestion, variables selon les OPC) sont indiqués dans le document d'information réglementaire visé par l'Autorité des marchés financiers, disponible auprès de votre chargé d'affaires. La Caisse d'Epargne propose des produits ou des services en qualité de prestataire non-indépendant, à partir d'une analyse d'une gamme issue du catalogue de produits et services des entités du groupe BPCE. À ce titre, la Caisse d'Epargne peut bénéficier d'ertrocessions de la part de producteurs ou d'émetteurs d'instruments financiers distribués par son intermédiaire. La Caisse d'Epargne peut bénéficier d'avantages non monétaires suivants : la formation des conseillers, la fourniture d'informations relatives aux instruments financiers, la participation à une conférence, la mise à disposition d'outils, etc. Ces avantages ont pour objectif notamment d'améliorer la qualité du service fourni au client.

TITRES DE CRÉANCES



GESTION DE TRÉSORERIE

- Placement automatisé de trésorerie

⁽¹⁾ Le montant des frais et commissions de toute nature prélevés annuellement sur un compte sur livret inactif est plafonné par arrêté ministériel.

Cette tarification ne s'applique pas aux comptes d'épargne réglementée

⁽²⁾ Sous réserve de commercialisation.

3 LES PLACEMENTS



BON À SAVOIR:

Intégral Cash Trésorerie place de manière automatique vos excédents de trésorerie par souscription/rachat quotidiens d'OPC monétaires.

GESTION SOUS MANDAT

CONTRAT DE CAPITALISATION

ANALYSE DE PORTEFEUILLE « PORTFOLIO CLARITY »

> 3.3. COMPTES TITRES



BON À SAVOIR:

Pour obtenir une information complète et détaillée sur les coûts et frais, il convient de se reporter aux documents réglementaires et aux informations pré-contractuelles, propres à chaque type d'opération ou instrument financier que la Caisse d'Epargne fournit au Client. Le client peut recevoir sur demande de sa part des précisions sur la rémunération de la Caisse d'Epargne perçue à ce titre.

DÉDUCTION ÉPARGNE DE PRÉCAUTION (DEP)

aux comptes présentant un solde nul au 31/12/2023

Le DEP (Déduction Épargne de Précaution) est une solution d'épargne introduite par la loi de finance 2019 dédiée aux exploitants agricoles soumis au régime réel d'imposition. Cette épargne permet de lisser les revenus des exploitants tout en bénéficiant d'une déduction sur le bénéfice imposable à la clôture de l'exercice. Cette épargne peut être mobilisée à tout moment et sans condition. Le calcul des intérêts est quotidien. La fréquence des versements des intérêts est définie dans le contrat de souscription (versement mensuel ou trimestriel).

GESTION DE COMPTE TITRES

■ Ouverture de compte-titres	Gratuit
■ Relevé trimestriel	
■ Transfert de compte-titres ordinaires vers un autre établissement	Gratuit
du réseau Caisse d'Epargne	
■ Transfert partiel ou total vers une autre banque	150,00 € ™
■ Clôture de compte-titres	
■ Frais de participation de tenue de Compte Titres applicables	24.00 €/an TVA

3 LES PLACEMENTS

DROITS DE GARDE (SUR LA BASE D'UNE VALORISATION AU 31/12)

Г

BON À SAVOIR:

Les droits de garde correspondent à la rémunération perçue par votre banque pour assurer la tenue et le service de votre compte titres (paiement des dividendes, suivi des opérations sur titres...). Les droits de garde sont prélevés en début d'année civile et calculés sur la valeur des titres de l'année précédente arrêtée au 31/12.

■ Titres	hors	groupe	BPCE
----------	------	--------	------

Frais fixe par ligne	4,30 € TVĀ
Commission proportionnelle sur encours du portefeuille	0,25 % TVA
- Minimum de perception/compte	39,00 €/an TVA
- Maximum de perception/compte	290,00 €/an TVA

■Titres du groupe BPCE

- Sur emprunts groupe BPCE	Gratuit
- Sur titres du groupe BPCE hors emprunts groupe BPCE	
- OPC groupe BPCE	26,00 €/an TVA

■ Frais de tenue et de gestion de compte titres inactif (compteApplication de droits de garde inactif au sens de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier)(1) dans la limite de 30,00 €/an (montant plafonné par arrêté ministériel)

ORDRES DE BOURSE(2)

	En centre d'affaires	Par téléphone ⁽⁴⁾	Par Internet ⁽³⁾
Taux de courtage	1,50 %	1,50 %	0,50 %
Minimum de perception	17,50 €	17,50 €	8,00€
Commission fixe par ligne	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Ordre non exécuté	11,10 €	11,10 €	Gratuit
Ordre annulé	11,30 €	11,30 €	Gratuit

Opérations sur valeurs étrangères
 Nous consulter

ORDRES SUR OPC : FONDS COMMUN DE PLACEMENT (FCP), SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE (SICAV)

000121202111120110021112111111011111111	
■ Opérations OPC réseau groupe BPCE	Nous consulter
■ Opérations OPC d'un autre réseau	0,00 € + frais d'émetteur
■ Rachat OPCVM/FIA réseau Caisse d'Epargne hors FCP garanti ou à prome	esse Gratuit
■ Rachat avant échéance de FCP garanti ou à promesse	Nous consulter
■ Rachat avant échéance de FCP non garantis	Nous consulter
■ Autres instruments financiers.	Nous consulter

⁽¹⁾ Les frais et commissions prélevés annuellement ne peuvent être supérieurs aux droits de garde prélevés si le compte n'avait pas été considéré comme inactif. (2) La facturation des ordres de Bourse dépend principalement de la place sur laquelle les titres sont négociés, du montant de l'ordre et du mode de transmission choisi.

⁽³⁾ Hors coût fournisseur d'accès Internet.

⁽⁴⁾ Coût d'un appel local hors surcoût éventuel de votre opérateur en France metropolitaine.

4 DES EXPERTS À VOTRE SERVICE



BON À SAVOIR:

La Caisse d'Epargne met à votre disposition ses équipes spécialisées et s'appuie aussi sur les équipes multi-expertises du Groupe BPCE pour vous offrir une gamme complète de services d'ingénierie.

>41 INGÉNIERIE SOCIALE

L'offre Ingénierie Sociale et Assurances de la Caisse d'Epargne repose sur une combinaison de dispositifs complémentaires permettant à une entreprise ou une structure, d'apporter des outils de motivation et fidélisation aux salariés, de préparer la retraite et d'assurer la pérennité de l'entreprise.

■ Epargne Salariale (Plan d'Epargne Entreprise (PEE), Plan d'Epargne Retraite........... Nous consulter Collectif (PERCOL), Intéressement) Plan d'Epargne Retraite Obligatoire (PERO)

BON À SAVOIR:

Les offres BOX OFFICE, Primissime, PERCOL&CO, PERO et Intéressement de la Caisse d'Epargne sont de vrais leviers de motivation et fidélisation des collaborateurs. Si l'intéressement permet l'amélioration de la performance, le PEE et PER Collectif en sont le réceptacle et permettent aux collaborateurs de se constituer une épargne à moyen terme (PEE), et/ou une épargne-retraite (PERCOL) en contrepartie d'un risque de perte en capital. L'ensemble des offres d'épargne salariale bénéficie d'avantages sociaux et fiscaux pour les employeurs et les salariés.

Titres de services

Nous consultar TV



DON À CAVOIR

Les offres Titres de services de la Bimpli⁽¹⁾, proposées par la Caisse d'Epargne sont des solutions qui facilitent la vie des collaborateurs des secteurs privé et public (Titres restaurants) et permettent de les valoriser (Titres Cadeaux), tout en bénéficiant d'avantages sociaux et fiscaux.

- Titre-restaurant (chèque ou carte) « Bimpli Resto »
- Titre cadeaux (chèque ou carte) « Bimpli Cado »
- Chèques Interservices by Bimpli (clientèle Secteur public)

⁽¹⁾ Services fournis par Swile et distribué par la Caisse d'Epargne. Bimpli est une marque de Swile SAS. Swile, société par actions simplifée au capital social de 90 199,30 euros, est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 824 012 173. Siège social : @7center, Immeuble L'Altis, Bâtiment A, 561 rue Georges Meliès – 34000 Montpellier. N°TVA Intracommunautaire: FR67824012173

■ Indemnites de Fin de Carrière/Indemnites de Licenciement'''	ous consulte
BON À SAVOIR : Le dispositif IFC (Indemnités de Fin de Carrière)/IL (Indemnités de Licenciement) permet une meille des provisions qui relèvent d'une obligation légale (versement de l'indemnité lors du départ à	
■ Assurance santé collective ⁽²⁾	ous consulte
BON À SAVOIR : Bénéficiez de l'expertise de nos partenaires de l'assurance pour protéger vos salariés par une Santé Collective qui s'adapte à vos besoins et à votre budget.	couverture
■ Protection Homme Clé ⁽³⁾	ous consulte
BON À SAVOIR: Protection Homme Clé permet de protéger et péréniser votre entreprise. Grâce à un capital disponible, votre entreprise peut faire face en cas de disparition ou de Perte Totale et irréversible de ses hommes clés et de compenser une perte de chiffre d'affaires, se réorganiser, former ou nouveaux collaborateurs, pour conserver la confiance de vos clients et partenaires.	d'Autonomie
■ Assurance Responsabilité des Dirigeants ⁽⁴⁾	ous consulte ous consulte
BON À SAVOIR :	

> 4.2. INGÉNIERIE FINANCIÈRE

■ Opérations de couverture de risque

ou en cas de faute de gestion.

Les assurances Responsabilité Civile des Dirigeants d'Entreprise (RCDE) et Responsabilité Civile des Dirigeants d'Association (RCDA) permettent de protéger les dirigeants des conséquences pécuniaires de leur mise en cause personnelle au civil et au pénal pour manquement à leurs obligations légales et réglementaires

- (1) « Indemnités de Fin de Carrière » et « Indemnités de Licenciement » sont des contrats de ARIAL CNP ASSURANCES. Entreprise régie par le Code des assurances. Société anonyme au capital de 10848 004 €. Siège social : 32, avenue Emile Zola 59370 Mons-en-Baroeul. 410 241 657 RCS Lille Metropole. Selon limites, conditions et exclusions prévues dans les engagements contractuels en vigueur. (2) Assurance Santé collective est un contrat de APIVIA MACIF MUTUELLE, mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité
- (2) Assurance Santé collective est un contrat de APIVIA MACIF MUTUELLE, mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française. SIREN 779 558 501. Siège social : 17-21 place Etienne Pernet - 75015 Paris cedex 15. Selon limites, conditions et exclusions prévues dans les engagements contractuels en vigueur.
- (3) Protection Homme Clé est un contrat de BPCE VIE, entreprise régie par le code des assurances. BPCE Vie, société anonyme au capital de 161 469 776 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 349 004 341 RCS Paris. Selon limites, conditions et exclusions prévues dans les engagements contractuels en vigueur.
- (4) Assurance RDE et RDA sont des contrats d'AIG Europe SA Compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806). Siège social : 35D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg. Succursale pour la France : Tour CBX, 1 passerelle des reflets 92400 Courbevoie Adresse Postale : Tour CBX, 1 passerelle des reflets CS 60234 92913 Paris la Défense Cedex. Selon limites, conditions et exclusions prévues dans les engagements contractuels en vigueur.
- (5) Sous réserve de commercialisation.

DES EXPERTS À VOTRE SERVICE

BON À SAVOIR:

Nous vous proposons en partenariat avec Natixis d'accéder à une large gamme de produits vous permettant de vous prémunir contre les variations de taux d'intérêt.

BON À SAVOIR:

Une large gamme de produits en partenariat avec Natixis vous permettant de vous prémunir contre les risques liés aux variations du taux de change et donc de sécuriser vos transactions.

BON À SAVOIR:

Votre domaine d'activité est l'achat, la transformation ou la vente des principales matières premières ? Vous souhaitez vous protéger contre une variation des prix ? La Caisse d'Epargne et Natixis proposent des solutions pour vous prémunir des variations de cours et ainsi sécuriser la rentabilité de votre activité.

- Opérations financières

> 4.3. INGÉNIERIE IMMOBILIÈRE

BON À SAVOIR :

Une équipe dédiée aux promoteurs, constructeurs, aménageurs, lotisseurs, marchands de biens et investisseurs vous accompagne dans la mise en oeuvre de vos opérations immobilières et le financement adapté à chacun de vos projets.

> 4.4. BANQUE DE L'ORME

La Banque de l'Orme est une marque déposée par BPCE SA utilisée par la Caisse d'Epargne pour sa clientèle d'entreprises en difficulté, sous plan ou sous administration provisoire. Voir plaquette tarifaire dédiée.

> 4.5. INGÉNIERIE ENVIRONNEMENTALE

Avec sa Banque d'Affaires, la Caisse d'Epargne accompagne votre démarche environnementale et vos projets d'efficacité énergétique en liaison avec nos partenaires et filiales spécialisés du groupe (financements de projets liés aux énergies renouvelables et prêts bonifiés).

> 4.6. BANQUIER DU DIRIGEANT

La Banque d'Affaires de la Caisse d'Epargne intervient également sur l'ensemble des étapes clés de la vie des dirigeants et de leur entreprise. Pour répondre aux besoins en conseil exprimés par ses clients dirigeants, la Banque Privée de la Caisse d'Epargne intègre dans son approche une démarche à 360° qui prend en compte l'ensemble des paramètres personnels et professionnels.

5 LE COMMERCE INTERNATIONAL



> 5.1. TENUE DE COMPTE

COMPTES EN DEVISES (MONTANT PRELEVE DANS LA DEVISE)	
■ Frais de tenue de compte en devises tous marchés	89,00 €/trimestre
■ Commission de mouvement	
- Commission de mouvement sur les mouvements débiteurs/trimestre	0,25 % maximum
- Minimum de perception	30,00 €/trimestre

COMMISSION DE CHANGE

minimum 17,00 €

> 5.2. À DESTINATION DE L'ÉTRANGER - IMPORT

CARTES

Se reporter à la rubrique 1.6 pour les paiements et retraits en euros et en devises.

ÉMISSION D'UN VIREMENT SEPA

De l'EEE (Espace économique européen) en euros, complet, avec un BIC et un IBAN, frais partagés.

- Virement PAPIER
- Virement TÉLÉTRANSMIS

ÉMISSION D'UN VIREMENT NON SEPA(1)



BON À SAVOIR:

Virement émis dans une devise autre que l'euro quel que soit le pays destinataire ou virement émis vers un pays situé hors de la zone SEPA quelle que soit la devise

⁽¹⁾ Application de la commission de change en sus dans le cas d'opérations libellées dans une devise nécessitant une conversion.



Autres virements : en euros dans l'EEE, incomplet ou frais non partagés, hors EEE (quel que soit le montant), en devises (quel que soit le pays).

Commission proportionnelle	0,10 %	0,10 %
- Minimum de perception	30,00 €	25,00€
- Maximum de perception	100,00€	80,00€
- Commission pour virement émis tout frais au dor	nneur d'ordre	25,00€
(forfait en sus de la commission de service sur vir		•
- Frais de copie de message Swift		18,00 € TVA
PAIEMENT PAR CHÈQUE À L'ÉTRANGER(1)		,,,,,
Commission de services		0.15 %
- Minimum de perception		
FRAIS RÉCLAMÉS PAR CORRESPONDANT ÉT		
REMISES (EFFETS) LIBRES IMPORT	IIAIIGEII	Oodt i coi
Commission de présentation		/5 N∩ €
Commission de presentation		
- commission de parement		minimum 45.00 €
■ Autre commission (prorogation, avis de sort)		
■ Commission d'impayé, irrégularités		
, , , ,		minimum 45,00 €
REMISES DOCUMENTAIRES IMPORT		
■ Commission de paiement		0,20 %
'		minimum 65,00 €
■ Commission d'utilisation ou de transfert		45,00€
■ Commission d'acceptation		45,00€
■ Commission d'impayé, irrégularités		
		minimum 45,00 €
■ Autre commission (prorogation, avis de sort)		45,00 €

⁽¹⁾ Application de la commission de change en sus dans le cas d'opérations libellées dans une devise nécessitant une conversion.

CRÉDITS DOCUMENTAIRES IMPORTS



BON À SAVOIR:

Portail Trade vous permet de suivre toutes vos transactions et opérations documentaires en temps réel et de bénéficier d'une tarification avantageuse :

- Vous optimisez vos transactions internationales en ligne. Grâce à cet outil Internet sécurisé, vous gérez vos opérations documentaires import et vous suivez leur déroulement.
- Vous sauvegardez vos modèles de dossiers, et vous pouvez également retrouver tout votre historique grâce à un reporting complet. Avec ses rapports personnalisés, le service dédié de la Caisse d'Epargne reste l'outil d'optimisation idéal pour toutes vos opérations documentaires sur Internet.

 Pour plus de renseignements, consultez votre chargé d'affaires.

■ Commission d'ouverture/trimestre indivisible	0,25 %
	minimum 150,00 €
■ Commission de prorogation ou augmentation du montant/trimestre indivisible	0,25 %
	minimum 150,00 €
■ Commission de modification (autre que prorogation ou augmentation de monta	
■ Commission d'utilisation/examen/levée de documents	
	minimum 150,00 €
■ Commission d'acceptation ou de paiement différé/mois indivisible	
	minimum 150,00 €
Frais supplémentaire d'étude/rédaction de projet	
Frais d'irrégularité ⁽¹⁾ (à la charge de l'exportateur)	
Emission d'une cession bancaire. Frais de part avarces.	
■ Frais de port express ■ Frais Swift	30,00 € IVA
■ Tarification de la ligne :	50,00 €
- Frais de dossier (mise en place, modification)	1 00 %
	minimum 300.00 €
- Commission d'engagement perçue d'avance trimestriellement	
■ Clause UPAS (Usance Paid At Sight /paiement anticipé au fournisseur) (2)	
LETTRE DE CRÉDIT STAND-BY IMPORT	
■ Commission d'ouverture/trimestre indivisible (montant, durée)	0.25%
- commission a davortary, trimostro marviolisio (montant, aurooj	minimum 250,00 €
■ Commission de prorogation ou augmentation de montant/trimestre indivisible.	0.25 %
commission de proregation de dagmentation de mentany amisotie marriedis.	minimum 150,00 €
■ Commission de modification autre	
■ Commission de paiement/mise en jeu (flat)	0,15 %
	minimum 150,00 €
■ Frais supplémentaire d'acte complexe, projet ou traduction	Nous consulter
■ Tarification de la ligne :	
- Frais de dossier (mise en place, modification)	
	minimum 300,00 €

⁽¹⁾ Différence constatée entre l'ouverture de lettre de crédit et les documents fournis.

⁽²⁾ Sous réserve de commercialisation.



- Commission d'engagement perçue d'avance trimestriellement	1,00 %
> 5.3. EN PROVENANCE DE L'ÉTRANGER - EXPORT	
RÉCEPTION D'UN VIREMENT SEPA(1)	
Virements en euros zone SEPA avec un BIC et un IBAN, et frais partagés.	
■ Frais par virement automatisable avec un BIC et un IBAN	Gratuit
RÉCEPTION D'UN VIREMENT NON SEPA	
Virements en euros hors zone SEPA ou en devises quel que soit le pays.	
Frais par virement	
- Minimum de perception - Maximum de perception	
Attestation virement international. Attestation virement international.	
FRAIS RÉCLAMÉS PAR CORRESPONDANT ÉTRANGER	
ENCAISSEMENTS (EFFETS) LIBRES EXPORT	
Commission de présentation	45.00 €
Commission d'encaissement	
	minimum 45,00 €
Autre commission (acceptation, prorogation, avis de sort)	
■Frais Swift	
■ Frais de courrier express	30,00 € 🍱
REMISES DOCUMENTAIRES EXPORT Commission d'encaissement/papier	00 0/ min /GE 00 @ \
Autre commission (acceptation, prorogation, avis de sort).	.u % IIIII. (05,00 €) 45 NN €
Frais Swift	
■ Frais de courrier express	
CRÉDIT DOCUMENTAIRE EXPORT	
Crédits documentaires export < 100 000 € - Forfaits	
Ces forfaits comprennent la notification/confirmation, une modification, une utilisa	ation, ainsi que les
frais annexes (hors commission de transfert de crédit).	
 Crédit documentaire export notifié inférieur ou égal à 100 000 € Crédit documentaire export confirmé inférieur ou égal à 50 000 € 	
■ Crédit documentaire export confirmé de 50 000 € à 100 000 €	
■ Modification supplémentaire	
 Utilisation supplémentaire 	
Crédits documentaires export > 100 000 € - Tarification unitaire	
■ Commissions de notification (montant à 1,5 millions d'euros)	
	minimum 110,00 €
■ Commissions de notification (montant > 1,5 millions d'euros)	
■ Commissions de modification	minimum 110,00 € 110 00 €
Commission de levée de documents	

■ Commissions d'encaissement	0,10%
	minimum 70,00€
■ Frais d'intervention à la demande	
■ Commissions de transfert	0,125%
	minimum 120,00 €
■ Commission de paiement sur transfert	0,0625%
	minimum 110,00 €
■ Commissions de confirmation	Nous consulter
	minimum 35,00 €
■ Commissions d'acceptation ou de paiement différé	Nous consulter
	minimum 350,00 €
LETTRE DE STAND-BY EXPORT	
■ Commission de notification/acte standard jusqu'à 1,5 M €	0 15 %
- ooninioolon do notinoution, doto standard jacqu'd 1,0 W C	minimum 150.00 €
■ Commission de notification/acte standard à partir de 1,5 M €	
- commission de notmouton, acte standard à partir de 1,6 m	minimum 150.00 €
■ Commission de modification	
Commission de paiement/utilisation (en cas d'appel)	0 15 %
- commission do palement, atmounted (on ode a apper)	minimum 150,00 €
■ Commission de confirmation (en fonction du pays et de la banque)	
- perception par trimestre indivisible	Nous consulter
■ Frais d'acte complexe	Nous consulter
> 5.4. GARANTIES INTERNATIONALES	Nous consultar
7 J.H. GAHARITIES INTERNATIONALES	IVOUS CONSUITE

BON À SAVOIR:

Les garanties internationales sont des engagements par signature émises soit dans le cadre d'un marché export (garantie de soumission, de restitution d'acompte, de bonne execution, de dispense de retenue de garantie...) soit dans le cadre d'un marché import en garantie de paiement de marchandises ou de services.

> 5.5. FINANCEMENTS À L'INTERNATIONAL

> 5.6. OPÉRATIONS DE CHANGE

BON À SAVOIR:

Vous souhaitez réaliser vous-même vos opérations de change en quelques clics ? Avec Click'N Trade, le site de la Caisse d'Épargne entièrement dédié au change, vous passez vos ordres et consultez les cours de change en temps réel.

5 LE COMMERCE INTERNATIONAL

CHANGE À TERME



BON À SAVOIR:

Le change à Terme À Préavis Plus répondra à vos besoins si vous souhaitez figer votre cours de change tout en bénéficiant de souplesse sur la date et les montants échangés. Vous mettez en place une enveloppe de devises dans laquelle vous puisez au fur et à mesure de vos besoins

■ Frais de mise en place Change à terme préavis +(1	40,00 €
■ Frais de modification, prorogation, levée anticipée	sur opérations de change 30,00 €

SWAP DE CHANGE

> 5.7. FRAIS ANNEXES

- Frais de courrier	10,00 € TVA
- Frais de courrier express	30,00 € TVA
- Frais de Swift	

> 5.8. AUTRES SERVICES

SERVICE GPI (Global Payment Innovation) de suivi des flux internationaux (2)	6,00 €/mois 🌃
OFFRE COFACE	Nous consulter
CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT À L'INTERNATIONAL	Nous consulter



BON À SAVOIR:

La Caisse d'Epargne à travers ses Partenaires Pramex et Globallians vous accompagne pour vos projets de développement à l'international (création de filiale, sourcing, ressources humaines...).

CONNECTOR (recommandation donnée ou reçue d'une banque partenaire)(3)...... Nous consulter



La Caisse d'Epargne facilite la mise en place de cautions dans le cadre de vos contrats à l'international.

⁽¹⁾ Commission de change en sus.

^[2] Service accessible via CE net Remises ou EDI permettant de suivre en temps réel les flux internationaux émis et reçus sur une plateforme mise à disposition par Swift.

⁽³⁾ Sous réserve de commercialisation.

6 IRRÉGULARITÉS ET INCIDENTS DE FONCTIONNEMENT

> 6.1. FRAIS DE LETTRE D'INFORMATION PRÉALABLE

En cas de chèque ou prélèvement sans provision, cette information vous permet de régulariser votre situation et vous évite une interdiction d'émettre des chèques ou des frais de rejet de prélèvement.

- > 6.2. COMMISSION D'INTERVENTION

DÉFINITION ·

Somme perçue par la banque en raison d'une opération entraînant une irrégularité de fonctionnement du compte nécessitant un traitement particulier (présentation d'un ordre de paiement irrégulier, coordonnées bancaires inexactes, absence ou insuffisance de provision...).

> 6.3. FORFAIT DE FRAIS PAR CHÈQUE REJETÉ

Forfait de frais par chèque rejeté pour défaut ou insuffisance de provision comprenant 4 :

- Frais de lettre d'information préalable pour chèque émis sans provision : envoi par lettre simple ou appel par plateforme téléphonique (frais postaux en sus en cas d'envoi en recommandé à la demande du client)
- Frais de dossier
- Les frais de rejet de chèque
- Frais de lettre d'inionction adressée au titulaire et au co-titulaire
- Frais postaux d'envoi en recommandé avec A/R de la lettre d'inionction
- Déclaration Banque de France
- Frais de gestion du compte pendant la période d'interdiction bancaire
- Délivrance d'un certificat de non-paiement
- Blocage de provision
- Frais de mainlevée de l'interdiction bancaire
- Montant du forfait :

- Par chèque ≤ 50,00 € 2	1,00 €(2)
- Par chèque > 50,00 €	1,00 €(2)
- Dans la limite d'un plafond journalier de	00,00€

⁽¹⁾ Évolution tarifaire selon tarif postal.

^[2] En cas de paiement du chèque, les frais de lettre d'information préalable sont facturés en complément de la commission d'intervention. En cas de rejet du chèque, les frais de lettre d'information préalable sont inclus dans le forfait de frais de rejet.

IRRÉGULARITÉS ET INCIDENTS

> 6.4. FORFAIT DE FRAIS PAR PRÉLÈVEMENT/VIREMENT SEPA REJETÉ

Forfait de frais par prélèvement SEPA (dont TIPSEPA et le télérèglement SEPA), virement SEPA, rejeté pour défaut de provision comprenant 4 :

- les frais de lettre d'information préalable pour prélèvement sans provision,
- les frais de lettre d'information sur le refus d'exécution d'opérations de paiement,
- et tous les autres frais perçus par la banque à l'exception de la commission d'intervention qui est prélevée séparément.

> 6.5. AUTRES INCIDENTS

■ Frais suite à la notification signalée par la Banque de France d'une interdiction	29,80 €/chèque
d'émettre des chèques	

126,00 €/acte	■ Frais par acte de saisie (hors comptable public)(2)(3)
10 % du montant dû	■ Frais par acte de saisie administrative à tiers détenteur ⁽²⁾⁽⁴⁾
au Trésor Public	

maximum 100,00	Ξ
■ Frais de rejet d'effet (LCR/BAO) pour défaut de provision	ŧ
■ Frais d'ouverture d'un dossier de surveillance suite à un incident de paiement pour carte17,20 €	€
■ Frais de déclaration à la Banque de France d'une décision de retrait de carte bancaire37,40 €	€
■ Frais sur impayé carte en vente à distance	n

■ Frais par échéance de prêt (absence de provision suffisante)
78,50 €

> 6.6. OPPOSITIONS

■Frais d'opposition de chèque(s) par l'émetteur	18,00€
Frais d'opposition de chéquier(s) par l'émetteur	
Frais d'opposition (blocage) de la carte par le titulaire pour perte,	
vol ou usage frauduleux	

⁽¹⁾ En cas de paiement du prélèvement, les frais de lettre d'information préalable sont facturés en complément de la commission d'intervention. En cas de rejet du prélèvement, les frais de lettre d'information préalable sont inclus dans les frais de rejet.

⁽²⁾ Sont soumis à TVA tous les frais d'opposition administrative y compris les frais de saisie attribution ou de saisie conservatoire... En revanche, ne sont pas soumis les frais qui ne sont pas liés à des actes de l'administration ou du Trésor public

⁽³⁾ La saisie concerne la saisie-attribution, la saisie conservatoire, la saisie de valeurs mobilières, etc.

⁽⁴⁾ Saisie notifiée par les comptables publics

PROCÉDURES DE SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE(1)

Ouverture de compte	30,00€
Clôture de compte ⁽²⁾	
Frais de tenue de compte en euros	
Commission de mouvement	
- Clients Economie Sociale et Institutionnel	
- Clients Entreprises, Immobilier Professionnel,	
Économie Mixte	

- Trais a actualisation da accolor danninotratii, juridique et comptable	
- Clients Entreprises, Economie Mixte, Immobilier Professionnel :	
Chiffre d'affaires inférieur ou égal à 5 millions d'euro	,33 /an
Chiffre d'affaires compris entre 5 et 15 millions d'euros	,00 /an
• Chiffre d'affaires compris entre 15 et 50 millions d'euros	.00 /an

GESTION COURANTE

LITETO DE COMMUNEMOE		
■ Frais par bordereau de remise d'e	ffet papier	15,00 €/remise
■ Frais par effet remis télétransmis		0,90 €/effet
E 1 (6 1 1 1 1 1		

MOBILISATION DE CRÉANCES PROFESSIONNELLES (DAILLY)

■ Frais d'actualisation du dossier administratif juridique et comptable (3)

DÉCOUVERT

INSTRUMENTS DE PAIEMENT

⁽¹⁾ Tarification spécifique applicable aux clients placés en procédure de sauvegarde de justice ou de redressement judiciaire.

⁽²⁾ Tarification applicable à tout compte ouvert après la procédure de sauvegarde de justice ou de redressement judiciaire.

⁽³⁾ Notamment dans sa situation juridique, administrative, fiscale, comptable et financière.

⁽⁴⁾ Hors coût fournisseur d'accès Internet.

⁽⁵⁾ Commission calculée en % sur le plus grand solde débiteur en valeur de chaque mois, prélèvement trimestriel.

⁽⁶⁾ Sous réserve de commercialisation.

8 LEXIQUE



ARRÊTÉ DE COMPTE

La Caisse d'Epargne établit un arrêté de compte trimestriel (ou ticket d'agios) à la fin de chaque période, qui reprend notamment :

- les intérêts débiteurs,
- les commissions.
- les frais éventuels,
- le TFG

AUTORISATION DE DÉCOUVERT

L'autorisation de découvert permet au client de rendre débiteur le solde de son compte jusqu'à un montant maximal accordé par la banque et pendant une durée définie dans le contrat. Cette solution est donc plus particulièrement adaptée à certains cycles d'exploitation plus longs et à certaines activités générant des besoins de trésorerie plus récurrents.

BIC (BANK IDENTIFIER CODE)

Codification internationale sur 8 ou 11 caractères alpha numériques, attribuée par l'ISO (Organisation pour la Standardisation Internationale) et servant à identifier un établissement financier ou non financier.

CADUCITÉ D'UN MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Le mandat de prélèvement SEPA cesse d'être valide et devient donc caduc lorsqu'aucune opération s'y référant n'a été exécutée depuis 36 mois.

CERTIFICAT ÉLECTRONIQUE

Un certificat électronique est une carte d'identité numérique dont l'objet est d'identifier une entité physique ou non-physique. Le certificat numérique ou électronique est un lien entre l'entité physique et l'entité numérique (virtuel). L'autorité de certification fait foi de tiers de confiance et atteste du lien entre l'identité physique et l'entité numérique.

CESSION DE CRÉANCES PROFESSIONNELLES « DAILLY »

La cession de créance professionnelle « Dailly » correspond à la cession de certaines créances (factures émises sur un ou plusieurs clients) à la banque via un bordereau. Après traitement, la banque octroie un crédit en contrepartie de ces factures par exemple sous la forme d'une ligne de crédit sur un compte spécifique dédié, ou d'un découvert autorisé garanti par les créances (cession à titre de garantie). Elle peut aussi faire l'avance de la créance cédée avant sa date d'échéance (cession à titre d'escompte).

COMMISSION DE DEPASSEMENT DE DECOUVERT

Commission prélevée lorsque le solde débiteur en valeur a dépassé le montant de l'autorisation de découvert ou lorsqu'il existe un solde débiteur en l'absence de toute autorisation de découvert.

COMMISSION DE NON UTILISATION

Commission calculée en appliquant un pourcentage sur le montant non utilisé de l'autorisation de découvert. Elle est perçue à chaque arrêté trimestriel.

COMMISSION DE TENUE DE COMPTE

Somme perçue par la Caisse d'Épargne pour rémunérer la tenue de compte.

COMMISSION DU PLUS FORT DECOUVERT

Commission calculée en appliquant un pourcentage sur le plus grand solde débiteur en valeur de chaque mois. Perçue à chaque arrêté, trimestriel par défaut, elle est calculée pour chacun des mois consécutifs de la période séparant deux arrêtés, en prenant en compte le plus fort découvert du mois.

COMMISSION D'ENGAGEMENT

Commission calculée en appliquant un pourcentage sur le montant de découvert autorisé. Elle est perçue d'avance à la mise en place du découvert autorisé puis à chaque date anniversaire.

COMPTE INACTIF

Un compte est considéré comme inactif à l'issue d'une période au cours de laquelle les deux conditions suivantes sont remplies :

- le compte n'a fait l'objet d'aucune opération, hors inscription d'intérêts et de frais et commissions de toutes natures ou versement de produits ou remboursement de titres de capital ou de créance durant une période de 12 mois pour les comptes courants et de 5 ans pour les comptes d'instruments financiers, comptes sur livret et les livrets d'épargne réglementés;
- 2) le titulaire du compte, son représentant légal ou la personne habilitée par lui ne s'est pas manifesté, sous quelque forme que ce soit, ni n'a effectué aucune opération sur un autre compte ouvert à son nom dans les livres de l'établissement.

CONTESTATION

Demande formulée par le débiteur à sa banque afin d'obtenir le remboursement d'une ou plusieurs opérations de prélèvement SEPA déjà exécutée(s).

CRÉDIT COURT TERME

Le crédit court terme est un prêt destiné à répondre à des situations spécifiques générant des décalages de trésorerie plus importants (liés à un accroissement ponctuel de l'activité, au financement d'un actif) ou plus longs (en raison d'un cycle d'exploitation atypique, saisonnier ou international...).

DATES DE VALEUR

La date de valeur est la date de référence qui sert au calcul des intérêts créditeurs ou débiteurs (agios).

DÉPASSEMENT

Découvert tacitement accepté en vertu duquel la Caisse d'Épargne autorise le client, emprunteur, à disposer de fonds qui dépassent le solde de son compte courant ou de l'autorisation de découvert convenue.

EPC (EUROPEAN PAYMENTS COUNCIL/ CONSEIL EUROPÉEN DES PAIEMENTS)

Instance créée en 2002 par les établissements de crédit européens et des associations professionnelles. Il est chargé de définir les moyens de paiement en Europe et les infrastructures y afférentes.

ESCOMPTE

L'escompte permet d'obtenir le paiement par la banque d'un effet de commerce (lettre de change, billet à ordre) avant sa date d'échéance, dans les limites d'un plafond (ligne d'escompte) autorisé par la banque et sous réserve de son acceptation de l'effet. La banque est remboursée par le paiement de l'effet, à son échéance, par le client. On parle de tireur pour l'émetteur de l'effet (fournisseur) sur un de ses clients (le débiteur, aussi appelé le tiré).

ESPACE SEPA

Sont membres de l'espace SEPA:

- les 27 États membres de l'Union européenne,
- ■les quatre États membres de l'Association européenne de libre échange : Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse,
- la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin,

■ le Royaume-Uni.

En ce qui concerne la France, les départements et régions d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte), de même que les territoires de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et la partie française de Saint-Martin, Jersey, Guernesey et Île de Man font partie de l'espace SEPA.

IRΔN

International Bank Account Number, identifiant international de compte bancaire. En France, l'IBAN va remplacer nos traditionnels RIB.

ICS (IDENTIFIANT CRÉANCIER SEPA)

Identifiant désignant de façon unique un créancier émetteur d'ordres de prélèvement SEPA.

LISTE BLANCHE

Vous donnez instruction à la Caisse d'Epargne de ne payer sur votre compte que les prélèvements SEPA, émis par un (ou plusieurs) créancier(s) et concernant le(s) mandat(s) que vous lui désignez. Vous bénéficiez de la limitation de montant et de périodicité pour tout prélèvement SEPA émis par un (ou plusieurs) créancier(s) mandat(s) que vous lui désignez.

Tout prélèvement émis par un créancier ou un mandat que vous ne lui avez pas désigné est rejeté par la Caisse d'Epargne.

LISTE NOIRE

Vous donnez instruction à votre Caisse d'Epargne de bloquer tout prélèvement SEPA provenant d'un (ou plusieurs) créancier(s) et concernant le(s) mandat(s) que vous lui indiquez. Tout prélèvement SEPA émis par un créancier que vous avez désigné se présentant au débit de votre compte de dépôt est rejeté par la Caisse d'Epargne.

Si vous souhaitez qu'un créancier puisse de nouveau prélever, il vous faut lever l'opposition sur ce créancier en agence Caisse d'Epargne et signer un nouveau mandat avec lui

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Mandat par lequel le débiteur, d'une part, autorise un créancier à émettre des prélèvements SEPA payables sur son compte, et d'autre part, autorise sa banque à débiter son compte du montant des prélèvements présentés par le créancier mentionné sur le mandat

OPPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS PRÉLÈVEMENTS

Instruction donnée par le débiteur à sa banque de ne pas payer un ou plusieurs prélèvements à venir. Le code monétaire et financier utilise aussi les termes

8 LEXIQUE

de révocation de l'ordre de paiement.

PRÉ-NOTIFICATION

Information donnée par le créancier à son débiteur sur la créance objet du prélèvement; l'information peut se faire par tout moyen (avis, échéance, facture) dans un délai de 14 jours calendaires minimum avant la date d'échéance du prélèvement.

RÉCURRENT

Se dit d'un prélèvement répétitif. Définit également un type de paiement caractérisé par une série de prélèvements effectués au titre d'un mandat.

RÉCLAMATION

Demande formulée par le débiteur à son créancier en vue de résoudre à l'amiable un différend relatif au contrat sous-jacent ou au mandat de prélèvement SEPA.

REJET DE CHÈQUE

Refus de paiement, par la banque de l'émetteur, d'un chèque remis à l'encaissement par le bénéficiaire. Le refus est le plus souvent dû à un défaut ou une insuffisance de provision.

REJET DE PRÉLÈVEMENT

Refus du paiement d'un prélèvement par la banque ou l'établissement de paiement du fait généralement d'une insuffisance de provision ou d'une opposition demandée par le client. On parle également de refus d'exécution par la banque ou l'établissement de paiement.

RETRAIT DE CONSENTEMENT OU RÉSILIATION D'UN MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Décision du débiteur, notifiée au créancier, par laquelle il met fin à l'autorisation donnée au créancier d'émettre des ordres de prélèvements SEPA et à l'autorisation antérieurement donnée à sa banque de débiter son compte du montant des ordres présentés, figurant sur le formulaire unique de mandat remis par le débiteur à son créancier.

RIB

Codification permettant, en France, d'identifier les coordonnées bancaires d'un client (nom du titulaire du compte, nom de la banque, code établissement, code quichet, numéro de compte et clé de contrôle).

RUM (RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT)

Identifiant donné par le créancier à chaque mandat de prélèvement.

R-TRANSACTIONS

Traitement d'exception relatif à une opération. La liste des R-Transactions est la suivante :

- révocation : demande émise par le créancier pour annuler une opération qu'il n'aurait pas dû présenter à sa banque et qui n'a pas encore été mise en circulation dans le système d'échange,
- demande d'annulation : demande émise par la banque du créancier avant règlement pour annuler une opération qui a été mise en circulation dans le système d'échange,
- rejet : renvoi d'une opération, avant règlement interbancaire (échéance), à l'initiative de la banque du débiteur.
- refus : refus d'une opération, avant règlement interbancaire (échéance), à l'initiative du débiteur donnant lieu à un « rejet » par la banque du débiteur. Cette action est assimilée à un « rejet » au niveau interbancaire.
- reversement : annulation, après règlement interbancaire (échéance), à l'initiative du créancier ou de sa banque d'une opération qui n'aurait pas dû être réglée,
- retour : renvoi d'une opération, après règlement interbancaire (échéance), à l'initiative de la banque du débiteur.
- demande de remboursement : contestation d'une opération de la part du débiteur, dans les 8 semaines après la date d'échéance sans avoir à justifier le motif et suivant les 8 semaines dans un délai de 13 mois pour opération non autorisée. Le renvoi de l'opération par la banque du débiteur est assimilé à un « retour»

SCT

SEPA Credit Transfert: virement SEPA.

SDD

SEPA Direct Debit : prélèvement SEPA.

- SDD B2B: SEPA Direct Debit Business to Business.
 Le prélèvement SEPA B2B, optionnel, est dédié exclusivement aux paiements entre entreprises, professionnels et associations.
- SDD CORE: SEPA Direct Debit CORE.
- Le prélèvement SEPA CORE est adapté à toutes les clientèles.

SEPA

L'espace unique des paiements en euros : Single Euro Payments Area (SEPA) désigne l'espace dans lequel, depuis janvier 2008, tous les acteurs économiques (personnes physiques, personnes morales, institutions) peuvent effectuer et recevoir des paiements en euros, quel que soit le pays de la zone SEPA dans lequel ils se trouvent, aux mêmes conditions de qualité, de délai et de tarification. SEPA émane d'une volonté de la Communauté européenne de créer un espace harmonisé des paiements.

TAUX EFFECTIF GLOBAL (T.E.G.) Articles R. 314-1 et suivants du code de la consommation

Le TEG est un taux représentatif du coût total du crédit, exprimé en pourcentage annuel du montant du crédit consenti.

Le TEG réellement appliqué au découvert sera mentionné, a posteriori, sur vos relevés de compte, compte tenu du tirage effectivement réalisé et du montant des intérêts, commissions et frais perçus par la Caisse d'Epargne conformément aux articles R. 314-1 et suivants du code de la consommation.

Exemple d'un calcul de TEG, mentionné à titre purement indicatif pour un découvert autorisé d'une durée indéterminée de 10 000 euros :

- en supposant une utilisation constante et intégrale du découvert sur une durée maximale d'une année de 365 jours,
- avec un taux d'intérêt fixe indicatif de 5,00 %,
- des frais de dossier de 100 euros (1 % du montant du découvert),
- une commission d'engagement de 100 euros (1 % du montant du découvert). Soit un TEG Indicatif de 7.00 % l'an.

ZONE EEE : ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN, COMPOSÉ DES PAYS SUIVANTS :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, République tchèque.

9 LES NUMÉROS UTILES

La Caisse d'Epargne met à votre disposition des accès directs non surtaxés aux services suivants :

> CARTE BANCAIRE

Pour toute perte, vol ou utilisation frauduleuse de votre carte bancaire, avertissez immédiatement votre agence Caisse d'Epargne ou contactez le Centre d'Opposition Caisse d'Epargne.

PERTE/VOL/UTILISATION FRAUDULEUSE

09 69 36 39 39 Service gratuit + prix appel

ou sur CE net par internet - www.caisseepargne.fr

ou depuis votre Smarthpone, iPhone sur www.m.caisse-epargne.fr

> MONÉTIQUE COMMERÇANTS

Pour toute aide, contactez votre Assistance Caisse d'Epargne.

TECHNIQUE (TPE)

09 69 39 16 17 Service gratuit + prix appel

(Commande de consommable, télécollecte et questions administratives, appels techniques pour TPE non maintenu par BPCE Payment Services)

Du lundi au samedi de 8h à 20h.

SAV

0 825 888 613 Service gratuit + prix appel

(Traitement des remises carte bancaire, traitement de tickets, renseignements impayés, suivi de dossiers en cours)

Du lundi au samedi de 9h à 18h.

> TÉLÉTRANSMISSION

Pour toute aide, contactez votre Assistance Caisse d'Epargne.

■ PAR TELEPHONE

05 56 43 58 06 Service gratuit + prix appel

■ PAR MAIL:

echanges-edi@ceapc.caisse-epargne.fr

> CRÉDITS COURT TERME

Pour toute aide, contactez votre Assistance Caisse d'Epargne.

■ PAR TELEPHONE :

05 56 43 58 80 Service gratuit + prix appel

■ PAR MAIL:

credit.bo-ct@ceapc.caisse-epargne.fr dailly@ceapc.caisse-epargne.fr

10 RÉSOUDRE UN LITIGE



> EXPRIMER UNE RÉCLAMATION

Nous veillons à vous apporter en permanence, la meilleure qualité de service, de conseil et d'écoute.

- En cas d'insatisfaction ou de désaccord, votre Chargé d'Affaire est votre interlocuteur privilégié pour répondre à votre réclamation.
- Vous pouvez également écrire au **service relations client**, y compris si la réponse ou solution qui vous a été apportée par votre interlocuteur privilégié ne vous convient pas.

Par courrier	Par Internet	Par téléphone
CAISSE D'EPARGNE Service Relations Clients Autorisation 83348 86029 POITIERS CEDEX	www.caisse-epargne.fr ⁽¹⁾ (région Aquitaine Poitou- Charentes) rubrique «contacts-numéros utiles» - «service relations clients»	09 69 36 27 38(2)

Nous nous engageons à vous répondre sous 10 jours ouvrables à compter de l'envoi de votre réclamation. Toutefois, si une analyse plus approfondie de votre dossier est nécessaire et entraîne un dépassement de délai, nous nous engageons à vous communiquer le nouveau délai, qui ne devrait pas dépasser deux mois (à compter de l'envoi de votre réclamation).

Concernant les réclamations liées aux services de paiement (opérations par carte bancaire, virement, prélèvement...), la Caisse d'Epargne vous répondra dans les 15 jours ouvrables à compter de la réception de votre réclamation. Cependant, si un délai supplémentaire est nécessaire pour vous répondre, nous vous adresserons une réponse d'attente motivant ce délai et précisant la date ultime de notre réponse. En tout état de cause, vous recevrez une réponse définitive au plus tard 35 jours ouvrables suivant la réception de votre réclamation.

> VOTRE RECOURS EN MÉDIATION : VOTRE DERNIER RECOURS EN CAS DE LITIGE

Lorsqu'aucune solution n'a été trouvée auprès de votre Centre d'Affaires et du service relations client, ou en l'absence de réponse, vous pouvez saisir **gratuitement** un médiateur compétent. Il a pour mission de rechercher, en toute impartialité, une solution amiable pour les litiges entrant dans son champ d'action tel que défini dans la Charte de médiation et/ou conditions de médiation disponibles sur le site Internet de chacun des médiateurs concernés.

Le médiateur du crédit aux entreprises (entreprises, créateurs, chef d'entreprise, commerçants, artisans ou en profession libérale, associations soumises aux impôts commerciaux, SCI professionnelles...) pour les difficultés relatives à l'obtention, le maintien du crédit ou des garanties, à l'affacturage et à l'assurance crédit

Par Internet (contact dans les 48h)	
Dossier à remplir en ligne sur le site : www.mediateurducredit.fr ⁽¹⁾	

Le médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers pour les litiges sur les placements financiers hors assurance vie - (obligations, actions, OPC ...), l'information des investisseurs, exécution des ordres (délais, contenu), des problèmes de tenue des comptes titres...

⁽¹⁾ Coût selon opérateur téléphonique et/ou fournisseur d'accès Internet.

⁽²⁾ Appel non surtaxé, coût selon votre opérateur.

10 RÉSOUDRE UN LITIGE

Par Internet	Par courrier
www.amf-france.org ⁽¹⁾	Médiateur de l'AMF - Autorité des Marchés Financiers - 17, Place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02

Le médiateur de l'assurance pour les litiges ne relevant pas de la commercialisation d'un contrat d'assurance mais portant exclusivement sur son application ou sur son interprétation.

Par Internet	Par courrier
www.mediation-assurance.org ⁽¹⁾	Le Médiateur de l'Assurance TSA 50110 75441 Paris Cedex 09

> POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Contactez votre Chargé d'Affaires ou consultez notre site Internet : www.caisse-epargne.fr⁽¹⁾ > Région Aquitaine Poitou-Charentes

NOTES

NOTES

BANQUE & ASSURANCES

Pour accéder à nos dossiers conseils tarification et comprendre nos frais bancaires, rendez-vous sur : www.caisse-epargne.fr⁽¹⁾



(1) Coût selon opérateur téléphonique et/ou fournisseur d'accès Internet.

Document non contractuel et sous réserve de commercialisation des produits et services dans votre Caisse d'Epargne.





Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Poitou-Charentes, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance, au capital social de 1 0.74 825 500 euros - Siège social : 1, parvis Corto Maltese - CS 31271 - 33076 Bordeaux cedex - RCS Bordeaux n°353 821 028 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 0.70 04 055 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce » n° CPI 3301 2018 000 035 592 délivrée par la CCE Bordeaux-Gironde, garantie par la CEGI 16, rue Hoche - Tour Kupka B - 92919 Paris La Défense cedex - Identifiant unique REP Papiers n° FR232581_03FWUB (BPCE - SIRET 493 455 042). Crédit photos : AdobeStock. EdEp.